

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1975-1976

20 JANVIER 1976

**Proposition de loi complétant l'article 6 de la loi
du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale**

(Déposée par M. Dewulf)

DÉVELOPPEMENTS

Sous l'Ancien Régime, le droit de pêche était un droit seigneurial, dont le seigneur pouvait céder la propriété à des particuliers, par octroi ou par convention (1). On lit dans De Page (2) : « à la différence des concessionnaires du droit moderne, les bénéficiaires d'octrois anciens étaient titulaires de véritables droits privatifs, avec toute l'irrévocabilité qui en résulte » ... « On peut résumer la jurisprudence moderne en disant que les ayants cause des bénéficiaires d'octrois anciens continuent de jouir de l'irrévocabilité de l'octroi obtenu par leur auteur ... ».

C'est ainsi que le droit de pêche fut concédé par octroi aux polders et waterings lors de leur création. Plusieurs de ces actes de constitution des polders et waterings encore existants ont toutefois disparu (3).

Nous connaissons, par exemple, un octroi d'Albert et Isabelle, portant les dates du 9 novembre 1610 et du 13 juillet 1612, qui créait le « Polder Saint-Albert » à Assenede (Flandre orientale) et concédait le droit de pêche aux propriétaires relevant de cette administration (4).

(1) A. Pauwels, *Polders en Wateringen*, p. 176, Bruges, mars 1969.
(2) H. De Page, *Droit civil belge*, tome V, n° 1027-1028, Bruxelles, 1941.

(3) J. Schramme, *Des Polders*, pp. 262 sv., Bruxelles, 1904.

(4) J. Schramme, *op. cit.*, p. 273.

F. De Potter & Broeckaert J., *Assenede*, pp. 10 et 24, Gand, 1875.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1975-1976

20 JANUARI 1976

**Voorstel van wet tot aanvulling van artikel 6 van
de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij**

(Ingediend door de heer Dewulf)

TOELICHTING

Onder het Ancien Régime was het visrecht een heerlijk recht, waarvan de heer het eigendomsrecht kon afstaan aan particulieren, in oktrooien of bij overeenkomst (1). « A la différence des concessionnaires du droit moderne » aldus De Page (2) « les bénéficiaires d'octrois anciens étaient titulaires de véritables droits privatifs, avec toute l'irrévocabilité qui en résulte ... On peut résumer la jurisprudence moderne en disant que les ayants cause des bénéficiaires d'octrois anciens continuent de jouir de l'irrévocabilité de l'octroi obtenu par leur auteur ... ».

Her visrecht werd zodoende bij oktrooi toegekend aan de polders en wateringen bij hun oprichting. Verschillende van deze oprichtingsakten van de nu nog bestaande polders en wateringen zijn echter teloorgegaan (3).

Ons in zo'n oktrooi bekend van de hand van Albrecht en Isabella d.d. 9 november 1610 en 13 juli 1612 waarin de Sint-Albertpolder te Assenede (Oost-Vlaanderen) werd opgericht en het visrecht werd toegekend aan de ingelanden van dit bestuur (4).

(1) A. Pauwels, *Polders en Wateringen*, blz. 176, Brugge, maart 1969.
(2) H. De Page, *Droit civil belge*, deel V, nrs. 1027-1028, Brussel, 1941.

(3) J. Schramme, *Des Polders*, blz. 262 e.v., Brussel, 1904.

(4) J. Schramme, *op. cit.*, blz. 273.

F. De Potter & Broeckaert J., *Assenede*, blz. 10 en 24, Gent, 1875.

Ainsi donc, pendant des centaines d'années, les polders et waterings ont exercé le droit de pêche dans leurs eaux, même après l'abolition de la féodalité. Ce régime fut même maintenu dans les nouvelles lois. Par exemple, la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale porte en son article 28 : « Le titre XXXI de l'ordonnance des eaux et forêts du mois d'août 1669, le titre V de la loi du 14 floréal an X, ainsi que toutes autres dispositions relatives à la pêche fluviale sont abrogés, excepté celles qui s'appliquent aux polders et aux waterings. »

Le Répertoire pratique du droit belge (tome IX, mars 1938), p. 387, article 132, dit : « Quant aux polders et waterings, la loi du 19 janvier 1883, en déclarant dans son article 28 que toutes les dispositions relatives à la pêche fluviale sont abrogées, excepté celles qui s'appliquent aux polders et waterings, n'entend pas soustraire la pêche dans leurs eaux à l'application de la loi précitée et de celle du 5 juillet 1899 (...) ».

Le but de cette exception concernant les polders et waterings ressort clairement de la justification de l'amendement du député M. Rolin-Jacquemyns, qui est à l'origine de cette disposition (1) :

« Les lois du 11 avril 1841 sur les chemins vicinaux, et du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables stipulent la même exception.

» Les raisons qui ont déterminé cette exception dans ces lois sont applicables à la police de la pêche.

» Les polders et les waterings sont des institutions régies par une législation spéciale. Nous pensons qu'il importe de faire une réserve à leur égard dans la loi projetée. »

M. Rolin-Jacquemyns cite ensuite les articles 13 et 32 du décret impérial du 16 décembre 1811, en disant : « ces dispositions ne doivent pas être abrogées. »

L'intention de l'auteur de l'amendement est donc clairement exprimée : il veut introduire dans la loi sur la pêche la même exception que dans la loi sur les chemins vicinaux et sur les cours d'eau non navigables ni flottables.

Or, l'article 13 de la loi du 10 avril 1841 stipule : « Il n'est rien innové par le présent article ... au règlement des polders et des waterings. »

Et l'article 39 et final de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables porte : « La présente loi ne déroge pas aux règlements des polders et waterings. »

La loi de 1883 définit clairement le régime spécial applicable au droit de pêche sur le territoire des polders et waterings.

Ces administrations ont le droit de pêche dans leurs eaux. Elles sont gérées par des « groupements de propriétaires » (2) d'un territoire bien délimité. Le droit de pêche appartient donc à la collectivité des propriétaires.

De polders en wateringen hebben derwijze gedurende honderden jaren het visrecht uitgeoefend op hun wateren; ook na de afschaffing der feodaliteit. Deze regeling werd zelfs behouden in de nieuwe wetten. Zodoende bepaalde de wet van 19 januari 1883 sur la pêche fluviale in zijn artikel 28 : « Le titre XXXI de l'ordonnance des eaux et forêts du mois d'août 1669, le titre V de la loi du 14 floréal an X, ainsi que toutes autres dispositions relatives à la pêche fluviale sont abrogés, excepté celles qui s'appliquent aux polders et aux waterings. »

Het *Répertoire pratique du droit belge* (tome IX, mars 1938), blz. 387, artikel 132, zegt : « Quant aux polders et waterings, la loi du 19 janvier 1883, en déclarant dans son article 28 que toutes les dispositions relatives à la pêche fluviale sont abrogées, excepté celles qui s'appliquent aux polders et waterings, n'entend pas soustraire la pêche dans leurs eaux à l'application de la loi précitée et de celle du 5 juillet 1899 (...) ».

De bedoeling van deze uitzonderingsbepaling t.o.v. de polders en wateringen blijkt duidelijk uit de motivatie van het amendement van volksvertegenwoordiger M. Rolin-Jacquemyns, waaruit deze uitzonderingsbepaling voortvloeit (1) :

« Les lois du 11 avril 1841 sur les chemins vicinaux, et du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables stipulent la même exception.

» Les raisons qui ont déterminé cette exception dans ces lois sont applicables à la police de la pêche.

» Les polders et les waterings sont des institutions régies par une législation spéciale. Nous pensons qu'il importe de faire une réserve à leur égard dans la loi projetée. »

M. Rolin-Jacquemyns cite ensuite les articles 13 et 32 du décret impérial du 16 décembre 1811, en disant : « ces dispositions ne doivent pas être abrogées. »

L'intention de l'auteur de l'amendement est donc clairement exprimée : il veut introduire dans la loi sur la pêche la même exception que dans la loi sur les chemins vicinaux et sur les cours d'eau non navigables ni flottables.

Or, l'article 13 de la loi du 10 avril 1841 stipule : « Il n'est rien innové par le présent article ... au règlement des polders et des waterings. »

Et l'article 39 et final de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables porte : « La présente loi ne déroge pas aux règlements des polders et waterings. »

In de wet van 1883 werd de uitzonderingsregeling aangaande het visrecht in de gebieden van polders en wateringen duidelijk bepaald.

Deze besturen hebben het visrecht in hun wateren. Deze bestuurlijke instellingen zijn de « groupement de propriétaires » (2) van een welbepaald omschreven gebied. Het visrecht behoort dus aan de collectiviteit der eigenaars.

(1) J. Schramme, *op. cit.*, p. 244.

(2) H. De Page, *op. cit.*, n° 799, 1952.

(1) J. Schramme, *op. cit.*, blz. 244.

(2) H. De Page, *op. cit.*, nr. 799, 1952.

Il constitue en fait une compensation pour les frais que cette collectivité doit supporter afin de « favoriser les intérêts de l'agriculture, et coopérer à l'assainissement, à l'hygiène et à la salubrité du pays » (1).

Le droit de pêche est un droit collectif qui est exercé par l'administration de ces propriétaires associés, c'est-à-dire par le polder ou la wateringue.

Les biens-fonds communs qui sont affectés à cette mission collective ou ceux qui (comme, par exemple, les criques) n'appartiennent pas à l'un des propriétaires, appartiennent à l'association même » (2), et donc au polder ou à la wateringue.

D'autre part, en vue de s'assurer les moyens nécessaires à leur mission, les polders et wateringues peuvent lever des impôts (3), qui sont supportés collectivement.

Les charges que les agriculteurs et les propriétaires doivent ainsi assumer pour que le régime des eaux réponde aux normes à observer actuellement si l'on veut que les conditions techniques de production soient optimales, sont devenues très lourdes et elles ne cessent d'augmenter. Il n'est pas rare de voir déjà des taux de taxation de 500 francs l'hectare. Ces producteurs se trouvent dès lors désavantagés dans une certaine mesure sur le plan de la concurrence par ce facteur spécifique et constant du prix de revient, qui ne joue aucun rôle pour l'immense majorité des agriculteurs, dont l'activité ne s'exerce pas dans les zones peu étendues des polders.

Il y a quelques années encore, ces administrations jouissaient sans entrave et collectivement du droit de pêche (qu'elles cédaient à bail). Or, vers la fin des années soixante, le droit de pêche dans les criques des administrations poldériennes fut contesté par un certain nombre de propriétaires riverains, invoquant l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, aux termes duquel les propriétaires riverains ont le droit de pêche dans les cours d'eau considérés.

La Cour de cassation a cependant estimé que lesdites exceptions acquises concernant les polders et wateringues ne sont plus valables et (loi de 1883) devaient être considérées comme un « droit supplétif » (4).

C'est là un point de vue contraire à un usage ancestral et aux droits acquis de longue date, ainsi qu'aux anciennes dispositions légales régissant la matière. En effet, l'attribution exclusive du droit de pêche dans les polders et wateringues aux propriétaires riverains revient à en déposer les propriétaires fonciers de ces polders et wateringues, étant donné qu'il s'agit d'un droit qui a toujours été exercé collectivement.

Le fait est que la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale a été remplacée par une nouvelle loi, datée du 1^{er} juillet 1954. L'article 6 de cette dernière n'a pas repris

Dit visrecht is in feite een compensatie voor de onkosten die deze (collectiviteit der) eigenaars moet dragen om te « favoriser les intérêts de l'agriculture et coopérer à l'assainissement, à l'hygiène et à la salubrité du pays » (1).

Het voordeel van het recht op de visserij is een collectief recht dat wordt uitgeoefend door het bestuur van deze verenigde eigenaars, zijnde de polder of watering.

De gemeenschappelijke gronden die een bestemming hebben in deze collectieve opdracht of diegene die niet behoren (zoals bijvoorbeeld de kreken) tot een der ingelanden « appartiennent à l'association même » (2), dus aan de polder of watering.

Om verder te voorzien in de nodige middelen om hun beleid te voeren kunnen de polders en wateringues belastingen innen (3) die collectief worden gedragen.

De lasten die de landbouwers en eigenaars derwijze moeten dragen om te zorgen voor een waterbeheersing die beantwoordt aan de huidige normen voor optimale technische productieomstandigheden, liggen de dag van vandaag aanzienlijk hoog en stijgen voortdurend. Belastingvoeten van 500 frank per ha zijn reeds ruim bekend. Deze producenten zijn dus enigszins concurrentieel benadeeld door deze specifieke en vaste kostprijsfactor die het overgrote deel der andere landbouwers buiten de beperkte poldergebieden niet kennen.

Het collectief genot van het visrecht werd (door verhuring ervan) tot voor enkele jaren door deze besturen ongestoord uitgeoefend. Einde der zestiger jaren werd in de polders het visrecht in de kreken dezer besturen door een aantal aanpalende eigenaars betwist, op basis van artikel 6 van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij. Dit artikel bepaalt dat het visrecht behoort aan de oevereigenaars der betrokken waterlopen.

Het Hof van Cassatie is echter van oordeel dat de bedoelde verworven uitzonderingsbepalingen t.o.v. de polders en wateringues niet meer gelden en (de wet van 1883) dienden beschouwd te worden als « aanvullend recht » (4).

Deze visie strookt niet met het aloude gebruik en verworven recht alsmede de (vroegere) wetsbepalingen dienangaande. Immers het toekennen van het visrecht in polders en wateringues louter aan de oevereigenaars betekent een onteigening van dit recht aan de andere ingelanden van de polder/watering, aangezien dit visrecht steeds een collectief uitgeoefend recht is geweest.

Een feit is dat inderdaad de wet op de riviervisserij d.d. 19 januari 1883 werd vervangen door een nieuwe wet d.d. 1 juli 1954. In artikel 6 van de jongste wet werd de uitzon-

(1) H. De Page, *op. cit.*, n° 799, 1941, note 2.

(2) *Cour de cassation* (23 avril 1903, Pas., 1903, I, 177), cit. De Page.

(3) *Constitution belge*, article 113.

(4) *Cour de cassation*, 1^{re} chambre, 17 septembre 1971, « *Rechtskundig Weekblad* », n° 43, p. 1408.

(1) H. De Page, *op. cit.*, nr. 799, 1941, vtn. 2.

(2) *Hof van Cassatie* (23 april 1903, Pas., 1903, I, 177), cit. De Page.

(3) *Belgische Grondwet*, artikel 113.

(4) *Hof van Cassatie*, 1^{ste} Kamer, 17 september 1971, *Rechtskundig Weekblad*, nr. 43, blz. 1408.

l'exception concernant les polders et wateringues, mais il n'a pas supprimé les droits antérieurs qui s'y rattachaient. Les travaux préparatoires ne font même pas allusion à une transmission éventuelle de ce droit de pêche.

Selon l'Exposé des Motifs, les objectifs de la loi de 1954 étaient les suivants :

« Le présent projet tend plus spécialement à assurer d'une façon plus efficiente le repeuplement de nos rivières, à renforcer les peines pour les délits de pêche et à permettre, en même temps, un renforcement de la surveillance. » La loi de 1954 n'avait donc pas pour objet de modifier le droit de pêche, même pas pour les polders et wateringues (1).

« Dans tous autres cours d'eau, elle attribue le droit de pêche aux riverains (art. 6); mais, outre que la loi de 1883 n'a entendu abroger en rien les dispositions s'appliquant aux polders et wateringues (art. 28), il a été formellement entendu que le vote de l'article 6 ne préjudiciait en rien aux situations légales existantes et maintenait le droit commun quant aux questions qui pourraient se présenter relativement au droit de louer ou d'aliéner la pêche » (2).

Il appert des travaux préparatoires de la loi du 19 janvier 1883 (3) que le droit de pêche fut attribué aux propriétaires riverains en compensation des inconvénients résultant de la proximité du cours d'eau. Rappelons ici que cette loi prévoyait une exception pour les polders et wateringues.

Conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 30 pluviôse an XIII, le droit de pêche fut laissé aux propriétaires riverains pour compenser les inconvénients liés à la proximité de certains cours d'eau, surtout parce que, depuis la loi du 7 mai 1883, les frais d'entretien de ces cours d'eau devaient être supportés en partie par les propriétaires riverains. Depuis la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables (4), lesdits frais d'entretien ne sont plus à leur charge. Toutefois, sur le territoire d'un polder, les frais d'entretien des cours d'eau non navigables sont supportés par le polder ou la wateringue mêmes et non par les propriétaires riverains, de sorte que la ratio legis permettant de leur attribuer le droit de pêche disparaît (5).

« Les criques forment un cas particulier. Ce sont des restes de la mer ou de bras de rivières, qui n'ont pas été asséchés lors de l'endiguement initial... ce peuvent également être les restes d'inondations ultérieures, qui n'ont pu être comblés au moment du réendiguement... » (6).

deringsmaatregel voor de polders en de wateringen niet opnieuw opgenomen, doch het heeft deze vroeger bestaande rechten niet afgeschaft. In de tekst der parlementaire voorbereiding wordt zelfs niet gezinspeeld op de eventuele overdracht van dit visrecht.

Volgens de Memorie van Toelichting is de bedoeling van de wet van 1954 de volgende :

« Onderhavig ontwerp van wet strekt er in het bijzonder toe op meer doelmatige wijze de herbepoting van onze rivieren te verzekeren, de straffen voor de visserijmisdrijven te verhogen en terzelfder tijd een versterking van het toezicht mogelijk te maken. » De wet van 1954 had dus niet de bedoeling het visvangstrecht te wijzigen; ook niet van de polders en wateringen (1).

« Dans tous autres cours d'eau, elle attribue le droit de pêche aux riverains (art. 6); mais, outre que la loi de 1883 n'a entendu abroger en rien les dispositions s'appliquant aux polders et wateringues (art. 28), il a été formellement entendu que le vote de l'article 6 ne préjudiciait en rien aux situations légales existantes et maintenait le droit commun quant aux questions qui pourraient se présenter relativement au droit de louer ou d'aliéner la pêche » (2).

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 januari 1883 (3) blijkt dat het visrecht aan de oevereigenaars werd toegekend als compensatie van de aan de nabijheid van de waterloop verbonden ongemakken. Er zij nogmaals op gewezen dat deze wet van 1883 in voornoemde uitzonderingsregeling voor de polders/wateringen voorzag.

In navolging van het « avis du Conseil d'Etat » van 30 pluviôse jaar XIII, werd het visrecht aan de oevereigenaars gelaten als compensatie voor de nadelen die aan de nabijheid van sommige waterlopen verbonden zijn, vooral omdat sinds de wet van 7 mei 1883 de onderhoudskosten van dergelijke waterlopen gedeeltelijk door de oevereigenaars dienen gedragen te worden. Sinds de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen (4) vallen de genomen onderhoudskosten niet meer ten laste van de oevereigenaars. In het gebied van een polder echter worden de onderhoudskosten van de onbevaarbare waterlopen door de polder/watering zelf gedragen en niet door de oevereigenaars zodat de ratio legis om hun het visrecht toe te kennen dan ook wegvalt (5).

« Een bijzonder geval zijn de krekens. Het zijn overblijfsels van de zee of de rivierarmen, die bij de oorspronkelijke bedijking niet in land herschapen werden... het kunnen ook overblijfsels zijn van latere overstromingen die bij de herbedijking niet aangevuld konden worden... » (6).

(1) Doc. Sénat, 1952-1953, n° 123, p. 1.

(2) J. Schramme, *op. cit.*, p. 17. — Annales Parlementaires, 1881-1882, p. 72 : Chambre des Représentants, séance du 17 novembre 1881. — Amendement de M. A. Visart.

(3) A. Pauwels, *op. cit.*, p. 176.

(4) *Moniteur belge* du 15 février 1968.

(5) A. Pauwels, *op. cit.*, p. 326 (682) et p. 176 (360).

(6) A. Pauwels, *op. cit.*, pp. 174 et 325.

(1) Gedr. St. Senaat, 1952-1953, nr. 123, blz. 1.

(2) J. Schramme, *op. cit.*, blz. 17. — Annales Parlementaires 1881-1882, p. 72 : Chambre des Représentants, séance du 17 novembre 1881. — Amendement de M. A. Visart.

(3) A. Pauwels, *op. cit.*, blz. 176.

(4) *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1968.

(5) A. Pauwels, *op. cit.*, blz. 326 (682) en blz. 176 (360).

(6) A. Pauwels, *op. cit.*, blz. 174 en 325.

Très souvent, ces criques sont la propriété du polder ou de la wateringue. Ces administrations paient le précompte immobilier, donnent les criques en location et, parfois même, les vendent.

« Une crique est certes une étendue d'eau naturelle, n'ayant pas été créée de main d'homme; *mais ce n'est pas un cours d'eau*, et il faut plutôt la considérer comme un étang ou un petit lac privé » (1). Par contre, la Cour de cassation est d'avis que « cette crique est à considérer comme l'une des eaux intérieures visées par l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1954 » (2), et donc comme un cours d'eau non navigable ordinaire.

Les polders et wateringues ont de tout temps exercé le droit de pêche dans « leurs » criques (c'est-à-dire celles dont ils étaient propriétaires); elles constituaient une source de revenus, car elles « sont devenues des étangs très poissonneux » (3). Ces administrations cédaient à bail le droit de pêche (et le font encore actuellement). L'arrêt précité de la Cour de cassation a créé un précédent, qui est maintenant invoqué par un certain nombre de propriétaires riverains de polders ou de wateringues pour leur contester le droit de pêche. Ces propriétaires riverains espèrent ainsi obtenir le droit d'exploiter eux-mêmes la pêche dans les criques, et ce au détriment du polder ou de la wateringue, car ces administrations perdraient alors un revenu considérable.

Le produit du droit de pêche revenait à « tous » les propriétaires de biens-fonds situés dans la circonscription des polders et wateringues, étant donné que ce droit était exercé par ces administrations. Or, ledit arrêt dépossède en fait ces bénéficiaires qui ne sont pas propriétaires riverains, ce qui obligera les polders et wateringues (c'est-à-dire la collectivité de leurs propriétaires) à remplacer ces revenus dont ils seraient désormais privés, en levant des impôts supplémentaires.

Cela constituerait pour les agriculteurs et horticulteurs un facteur supplémentaire du prix de revient de leur production, et il s'ensuivrait soit une diminution de leur marge bénéficiaire, soit un affaiblissement de leur position concurrentielle par rapport aux producteurs agricoles dont l'exploitation n'est pas située dans un polder ou une wateringue.

La *ratio legis* justifiant l'octroi du droit de pêche aux propriétaires riverains des criques est absolument inexistante en l'occurrence, du fait que ni les propriétaires riverains ni les administrations des polders et wateringues n'y effectuent des travaux d'entretien (curage, nettoyage) ou de bonification et que, par conséquent, les propriétaires riverains n'ont en aucune façon la charge de tels travaux et sont même en fait les premiers à bénéficier de la proximité des criques pour l'écoulement des eaux de leurs terres et, inversement, pour y prélever de l'eau à des fins agricoles et horticoles.

(1) A. Pauwels, *op. cit.*, pp. 174 et 325.

(2) A. Pauwels, *op. cit.*, pp. 174 et 325.

(3) J. Schramme, *op. cit.*, p. 242.

In een groot aantal gevallen zijn deze kreken eigendom van de polder/watering. Deze besturen betalen de onroerende voorheffing, verhuren deze kreken en gaan soms over tot de verkoop ervan.

« Een kreek is wel een natuurlijk water, daar ze niet door mensenhand werd aangelegd; *maar het is geen waterloop*, ze dient eerder beschouwd te worden als een private vijver of meertje » (1). Het Hof van Cassatie is daarentegen van oordeel dat « deze kreek te beschouwen is als een van de binnenwateren bedoeld bij artikel 6 van de wet van 1 juli 1954 » (2), dus als een gewone onbevaarbare waterloop.

De polders/wateringens hebben het visrecht op « hun » (d.i. waarvan zij eigenaar waren) kreken steeds uitgeoefend: deze kreken waren een bron van inkomsten want ze « sont devenues des étangs très poissonneux » (3). Het visrecht werd (en wordt) door deze besturen verhuurd. Door voornoemd arrest van het Hof van Cassatie werd een precedent geschapen waardoor nu in een aantal polders/wateringens het visrecht t.o.v. deze besturen betwist wordt door een aantal oevereigenaars. Sommige oevereigenaars trachten derwijze zelf de exploitatie van de visvangst in deze kreken te verkrijgen ten nadele van de polder/watering. Deze besturen verliezen derwijze een aanzienlijk inkomen.

Het inkomen uit het visvangstrecht kwam toe aan « alle » ingelanden (d.i. eigenaars) van de bestuurlijke omschrijving aangezien het recht door de polder/watering werd uitgeoefend. Door bedoeld arrest worden de ingelanden-niet-oevereigenaars in feite onteigend, waardoor de polder/watering (d.i. de collectiviteit der eigenaars) deze inkomsten, die zij in de toekomst zouden moeten derven, zullen moeten vervangen door het heffen van supplementaire belastingen.

Dit zou voor de landbouwers en tuinders een supplementaire kostprijsfactor meebrengen waardoor ofwel hun winstmarge verkleint ofwel hun concurrentiepositie ten opzichte van deze landbouwproducenten wiens bedrijf niet in een polder of watering ligt, negatief beïnvloed wordt.

De *ratio legis* voor het toekennen van het visrecht aan de oevereigenaars van kreken is hier helemaal niet van toepassing omdat aan deze kreken geen onderhoudswerken (ruimen, reiten) of verbeteringswerken gebeuren noch door de oevereigenaars noch door de besturen van polders/wateringens, zodat deze oevereigenaars helemaal geen last hebben van bedoelde werken en in feite zelfs de eerste bevoordeelden zijn gezien de nabije ligging van dit water voor de waterafvoer van hun landerijen en de wateropname voor landbouw- en tuinbouwdoeleinden.

(1) A. Pauwels, *op. cit.*, blz. 174 en 325.

(2) A. Pauwels, *op. cit.*, blz. 174 en 325.

(3) J. Schramme, *op. cit.*, blz. 242.

Jamais le législateur n'a eu l'intention de modifier l'usage séculaire en ce qui concerne le droit de pêche dans les polders et wateringues. Aussi convient-il de sauvegarder les intérêts de ces administrations publiques, comme le voulait la pratique antérieure, le droit de pêche étant pour elles une source de revenus qui devait leur permettre de couvrir une partie des frais afférents au régime des eaux spécifiquement requis pour des terres de cette nature.

La présente proposition de loi tend à préciser les dispositions légales en la matière ainsi qu'à éviter des procédures judiciaires très onéreuses aux polders et wateringues.

Elle vise donc à maintenir en faveur de ces administrations publiques les exceptions existantes en ce qui concerne le droit de pêche dans les criques et cours d'eau qui font partie de leur domaine public ou privé. Cela implique que les polders et wateringues conservent effectivement le droit de pêche dans les criques et cours d'eau qui leur appartiennent, autrement dit que ce droit ne soit pas attribué aux propriétaires riverains. Ainsi cette source de revenus resterait-elle assurée à ces administrations, c'est-à-dire à la collectivité des propriétaires de leur territoire.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE

L'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale est complété par un second alinéa, libellé comme suit :

« Dans les criques et cours d'eau qui font partie du domaine public ou privé des polders et wateringues, le droit de pêche appartient à ces administrations. »

Het is nooit de bedoeling van de wetgever geweest het eeuwenoude visrechtregime van de polders en wateringen te wijzigen. Derhalve dienen de belangen dezer openbare besturen, die door deze regelingen inzake het visvangstrecht werden nagestreefd, gevrijwaard te worden, met name : de bron van inkomsten en het inkomen dat moet dienen om een gedeelte van de onkosten der bijzondere en specifieke waterbeheersing eigen aan bedoelde gronden.

Onderhavig voorstel van wet streeft een verduidelijking na van de wettelijke regelingen ter zake, en heeft tevens de bedoeling de zeer kostelijke rechtsprocedures ten laste van de polders en de wateringen te voorkomen.

De bedoeling is de uitzonderingsregelingen inzake het visvangstrecht in deze kreken en waterwegen, die behoren tot het openbaar of privaat domein, van de polders en de wateringen, te behouden ten voordele van deze openbare besturen. Dit houdt in dat inderdaad deze besturen het visrecht behouden in hun kreken en waterwegen i.p.v. de oevereigenaars. Deze bron van inkomsten zou derwijze gevrijwaard blijven voor deze besturen, d.i. voor de collectiviteit der ingelanden.

M. DEWULF



VOORSTEL VAN WET

ENIG ARTIKEL

Artikel 6 van de wet van 1 juni 1954 op de riviervisserij wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt :

« In kreken en waterwegen die behoren tot het openbaar of privaat domein van polders en wateringen, behoort het visrecht aan deze besturen. »

M. DEWULF